

AVANT-GARDE

Collectif révolution permanente au Canada

- Pour un parti ouvrier révolutionnaire au Canada 2
L'opportunisme d'Alternative Socialiste 5
La grève des ouvriers de la construction de mai 2017 6
Appel du 8 mars aux femmes travailleuses 7
Adresse internationale du 1er mai 8
Nouveaux massacres de Palestiniens 10
ABC du marxisme : la nation 12



DIX THÈSES POUR UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE ET INTERNATIONALISTE AU CANADA

Thèse 1

La bourgeoisie menace d'entraîner l'humanité dans sa chute. Dans les pays capitalistes avancés, elle revient même sur les acquis que la classe ouvrière a arrachés après la 2^e Guerre mondiale. Comme toutes les classes dominantes du monde, la canadienne connaît des divergences en son sein sur l'attitude envers les autres classes (classe ouvrière, encadrement, petite bourgeoisie traditionnelle...) et elle se divise sur sa relation aux autres bourgeoisies (Grande-Bretagne, États-Unis, Union européenne, Chine...). En outre, elle est plus hétérogène que la plupart de ses rivales impérialistes car une section met en cause l'État fédéral (comme en Espagne, en Belgique ou en Grande-Bretagne).

Le grand capital, qui oriente la politique de tous les gouvernements bourgeois, a accepté en 1949 l'alliance militaire avec les États-Unis (OTAN) puis a choisi l'ouverture des frontières avec la signature en 1992 de l'Accord de libre-échange nord-américain, en 1994 des accords de l'OMC, en 2016 du Partenariat Pacifique, en 2016 également de l'Accord Économique et Commercial Global. Le président des États-Unis a refusé en 2017 de ratifier le Partenariat Pacifique, ce qui prouve que les travailleurs, ni aux États-Unis ni au Canada, n'ont à choisir entre protectionnisme et libre-échange, pas plus qu'entre inflation et compression budgétaire.

La représentation politique de la classe dominante canadienne, bien que divisée entre le Parti Libéral /Liberal Party (PLC/LPC), le Parti Conservateur/Conservative Party (PCC/CPC) et le Parti Québécois (PQ), mène depuis les années 1980 une offensive continue contre les travailleurs. Tous les gouvernements bourgeois successifs renforcent l'appareil de répression : RCMP/GRC, polices municipales, SCIS/SCRS, Canadian Army/Armée Canadienne (3 % du budget de l'État fédéral)...

Thèse 2

Or, en face de l'État bourgeois, il n'existe pas de véritable parti ouvrier, c'est-à-dire radicalement opposé à l'ensemble des capitalistes et travaillant à l'émancipation de tous les travailleurs. La représentation traditionnelle des salariés, le New Democratic Party/Nouveau Parti Démocrate (NDP/NPD) est un parti de type travailliste, un parti ouvrier bourgeois dès son origine (1961). Son programme est bourgeois car il accepte le capitalisme depuis sa fondation. Son ancêtre CCF a soutenu sa bourgeoisie impérialiste lors de la 2^e Guerre mondiale. La bureaucratie politique qui contrôle le NDP/NPD est liée aux bureaucraties syndicales (surtout anglophones) ; sa défense inconditionnelle de l'État fédéral au compte de la section majoritaire des exploités a largement repoussé les exploités francophones et divisé la classe ouvrière canadienne.

Les bureaucrates syndicaux du Congrès du travail du Canada (CTC/CLC), de la Fédération des Travailleuses et Travailleurs du Québec (FTQ) et de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) ont de fait accompagné la contre-offensive sociale en multipliant les concessions aux patrons et à l'État bourgeois.



The Militant était, de 1928 à 1932, l'organe de l'Opposition de gauche internationale du Canada et des États-Unis



The Vanguard était, de 1932 à 1934, l'organe de l'Opposition de gauche internationale du Canada

Thèse 3

Il n'y a plus d'organisation marxiste internationaliste digne de ce nom, inspirée par la Commune de Paris de 1871 et la Révolution d'Octobre 1917 en Russie, comme l'avaient été, au sortir de la 1^{re} Guerre mondiale, la section canadienne de l'Internationale Communiste (Communist Party/Parti Communiste) puis celle de la 4^e Internationale (Workers Party of Canada, Socialist Workers League).

La direction opportuniste de la 4^e Internationale d'après-guerre (Pablo, Mandel, Frank...) mise en place par Cannon (le principal dirigeant de la section américaine SWP) a encouragé l'adaptation de la section canadienne (RWP) au parti travailliste de l'époque (CCF). La liquidation de la 4^e Internationale dans les années 1950-1960 et la régression de toutes ses composantes vers le nationalisme et le réformisme ont assuré au Canada la survie de l'anarchisme et du stalinisme (PCR/RCP) et conduit à un éclatement inédit du « trotskysme ».

Le Groupe Socialiste des Travailleurs (QI lambertiste) s'est dissous en 1987 dans le NPD. La Riposte/Fightback (TMI grantiste), Alternative Socialiste/Socialist Alternative (CIO grantiste), International Socialists (TSI cliffiste), Gauche Socialiste (QI pabliste), la Ligue Communiste/Communist League (liée au SWP castriste des États-Unis) sont à la remorque des bureaucraties syndicales, des réformistes du Nouveau Parti Démocratique ou sont ralliés à Québec Solidaire. La Ligue Trotskyste/Trotskyist League (LCI robertsoniste) et le Parti de l'Égalité Socialiste/Socialist Equality Party (QI healyste) sont pour leur part embourbés dans le sectarisme.

Thèse 4

Cet éparpillement décourageant, accentué par le désarroi engendré dans la classe ouvrière par la restauration du capitalisme en Russie et en Chine, ne sera pas surmonté par la recherche d'un « plus petit dénominateur commun », car celui-ci conduirait à l'abandon du programme (révisionnisme) qui est justement à l'origine de cette situation. La tâche est de rassembler sur la base du programme communiste international les militants-tes, tendances, fractions et groupes sincèrement révolu-

tionnaires, actuellement dispersés, en combattant fermement les multiples directions centristes ou sectaires. Il y a en effet une nécessité urgente pour la formation d'une organisation de tout le Canada qui saura éviter à la fois les pièges de l'opportunisme et du gauchisme.

Thèse 5

La pause dans le militarisme entamée par l'impérialisme canadien après sa participation à la guerre de Corée contre la révolution chinoise s'est achevée avec l'invasion de l'Afghanistan en 2001. Aujourd'hui, une des priorités pour le prolétariat est d'imposer le front unique aux organisations ouvrières de masse (partis et syndicats) contre l'intervention militaire (marine, aviation, forces spéciales) en Irak et en Syrie entamée par le gouvernement Stephen Harper (Parti Conservateur), poursuivie par le gouvernement Justin Trudeau (Parti Libéral), approuvée par le Bloc Québécois.

Thèse 6

Le Mexique, les États-Unis et le Canada résultent tous de la colonisation brutale de l'Amérique du Nord opérée du 16^e au 18^e siècle par les monarchies espagnole, française, néerlandaise et britannique au détriment des populations indigènes. Ce processus fut partie intégrante de l'accumulation primitive du capital.

Toute organisation communiste internationaliste doit défendre les droits des nations autochtones opprimées et dépossédées depuis des siècles. Nous défendons leur autonomie culturelle, la préservation de leur environnement et leur droit à l'autodétermination, même si en pratique celui-ci peut s'avérer difficile à réaliser étant donné la dispersion des nations autochtones sur le territoire canadien.

Nous dénonçons leur instrumentalisation tant par les chauvins canadiens que par les nationalistes québécois. Lors du dernier référendum sur la souveraineté du Québec en 1995, le gouvernement canadien a tenté d'utiliser les inquiétudes légitimes des peuples autochtones par rapport à la séparation du Québec et leurs droits dans un éventuel Québec indépendant dans le but d'entraver le droit à l'autodétermination du peuple québécois. Le Canada était présenté de manière hypocrite et démagogique comme un « rempart » pour les droits des Premières Nations !

Le Parti Québécois insistait sur l'intégrité territoriale du Québec suite à la sécession, ce qui ne laissait pas beaucoup de place à l'autodétermination des Autochtones. Nous considérons pour notre part les bourgeoisies canadienne et québécoise comme étant des oppresseurs à parts égales des Premières Nations.

Thèse 7

L'État capitaliste du Canada est né de l'échec des révolutions démocratiques de 1837-1838 menées par les populations anglophone et francophone contre la monarchie anglaise. Il a été historiquement imposé par la force à la minorité francophone. Le Collectif révolution permanente, dans la tradition de l'Internationale communiste et de la 4^e Internationale, défend le droit du Québec à l'autodétermination, y compris à la sécession et à la formation d'un État indépendant si telle est sa volonté. Ses partisans s'opposent résolument à toute tentative de l'État fédéral capitaliste canadien d'empêcher le peuple québécois de décider de son avenir et de garder le Québec de force à l'intérieur de la confédération. Le chauvinisme de grande nation du Canada anglais, qui est dominant au sein de l'État canadien et donc encore

plus dangereux que le nationalisme étroit du Québec, est un poison pour l'unité de la classe ouvrière canadienne contre les capitalistes anglophones et francophones. La loi sur la Clarté référendaire promulguée en 2000 par le gouvernement libéral fédéral de Jean Chrétien est une attaque sérieuse contre les droits nationaux du Québec, car elle permet au gouvernement fédéral de s'ingérer dans la formulation de la question référendaire et de déterminer la majorité nécessaire pour déclarer l'indépendance du Québec. Le Québec a été historiquement une nation opprimée et pendant des décennies bon nombre de travailleurs-ses québécois-ses ont été obligés de travailler en anglais et étaient moins bien payés que les anglophones.

Cette oppression nationale a été largement surmontée depuis la « Révolution tranquille » des années 1960 et les politiques linguistiques qui ont fait du français la langue officielle du Québec. Les principales victimes de discrimination sont les travailleurs-ses immigré-es à l'échelle fédérale. Les Québécois ne subissent plus de discrimination systématique en raison de leur langue et la bourgeoisie québécoise s'est largement développée au point d'exporter des capitaux dans les pays dominés. Néanmoins, le droit à l'autodétermination nationale du Québec est toujours combattu par le gouvernement canadien. C'est pourquoi les communistes internationalistes du CoReP au Canada défendent ce droit démocratique et légitime, seul moyen d'assurer l'unité de la classe ouvrière de tout le Canada, sans pour autant appeler à l'indépendance du Québec, parce que ce dernier ne subit plus de domination coloniale. Le nationalisme québécois doit être combattu au même titre que le chauvinisme canadien-anglais, car il vise à faire des bourgeois québécois les exploités exclusifs de « leur » classe ouvrière et sème des illusions envers un mytique Québec indépendant qui serait une « libération » pour le prolétariat québécois francophone. Le cadre géographique le plus large est favorable à la lutte de la classe ouvrière mais il ne doit pas être imposé. Notre but est non de multiplier les frontières mais de les supprimer par la révolution prolétarienne.

Thèse 8

Le danger potentiel que recèle le nationalisme québécois est révélé par l'émergence des « identitaires ». Depuis au moins une dizaine d'années un fort courant fascisant s'est développé au sein du nationalisme québécois face à l'immigration musulmane. Ce courant se nourrit de la montée du FN français et des mouvements xénophobes européens qui surfent sur l'islamophobie. L'islam est considéré comme une menace pour les « valeurs et l'identité québécoises », comme si tous les Québécois et Québécoises avaient les mêmes valeurs peu importe leur classe sociale. Ce courant politique est complètement réactionnaire, xénophobe et dangereux. Il a conduit à l'attentat de janvier 2017 contre une mosquée faisant 6 morts et 8 blessés à Québec. C'est un poison pour la classe ouvrière, car il mine la nécessaire solidarité de classe avec les travailleurs et travailleuses immigré-es peu importe leur religion et leur origine ethnique et prépare des violences contre toutes les organisations ouvrières.

En 2013-2014, le PQ nationaliste bourgeois a joué la carte identitaire en voulant adopter une « Charte de la laïcité » dite aussi Charte des valeurs québécoises. Cette dernière voulait bannir les signes religieux de l'espace public, mais spécifique-

ment sa cible était le voile islamique. Les nationalistes identitaires se sont servis cyniquement et hypocritement des droits des femmes pour justifier la stigmatisation de l'islam perçu comme étant unilatéralement misogyne. Les marxistes internationalistes rejettent résolument cette rhétorique démagogique qui n'a rien à voir avec une quelconque défense des droits des femmes, mais cherche plutôt à diviser, en désignant les musulman-es comme bouc émissaire pour la crise historique du capitalisme. En même temps, nous nous opposons à ceux qui au Canada anglais utilisent ces dérives et dérapages d'une partie des nationalistes québécois pour promouvoir le chauvinisme antiquébécois. Les ouvriers, employés et chômeurs immigrés font partie de la classe ouvrière canadienne, comme la classe ouvrière canadienne fait partie du prolétariat mondial.

Thèse 9

Les partisans du CoReP appellent à la rupture par le mouvement ouvrier de tout lien avec le PQ car aucune section de la bourgeoisie ne mérite le moindre appui de la part des travailleurs et de leurs organisations, y compris celles qui se cachent sous des oripeaux « progressistes ». Au Québec, le mouvement ouvrier est trop souvent enchaîné au Parti Québécois nationaliste bourgeois, par nationalisme bien sûr mais aussi parce que le PQ est perçu comme une sorte de substitut de parti social-démocrate qui aurait « un préjugé favorable envers les travailleurs ». L'absence d'un parti ouvrier de masse explique en grande partie l'impact catastrophique de cette collaboration de classes.

Québec Solidaire qui se présente comme l'alternative de « gauche » au PQ est un parti nationaliste petit-bourgeois. QS reçoit l'appui de certains syndicats locaux comme le Conseil Central de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) du Montréal métropolitain, mais les instances nationales des centrales syndicales québécoises sont très réticentes à lui accorder un appui, quand elles ne sont pas carrément hostiles. Elles collaborent souvent avec le PQ et son jumeau sur la scène fédérale canadienne le Bloc Québécois pour promouvoir, sous le drapeau de l'indépendance du Québec, un capitalisme national qui ne changera rien à l'exploitation. Le suivisme des bureaucrates syndicaux québécois envers les nationalistes bourgeois est un piège mortel pour la classe ouvrière et un éteignoir pour la lutte des classes. C'est aussi un obstacle majeur pour l'indépendance de classe du prolétariat québécois qui se retrouve enchaîné à un mythe et mensonge « moindre mal ». En fait, cela revient à dire que les travailleurs-ses québécois doivent se lier plutôt aux patrons québécois plutôt qu'à leurs sœurs et frères du Canada. Le résultat le plus probable d'une séparation serait l'aggravation du sort des travailleurs-ses, la dépendance économique renforcée du Québec et du reste du Canada, le renforcement de l'impérialisme français et de l'impérialisme étasunien.

Le prolétariat québécois en a un avant-goût. Le PQ, lorsqu'il est au pouvoir, ne gouverne pas différemment du Parti Libéral fédéraliste. Les deux partis défendent les mêmes intérêts de classe, ceux de la bourgeoisie, et mettent en oeuvre les mêmes politiques d'austérité, de privatisation et de destruction des acquis sociaux de la classe ouvrière. Son but est de créer un nouvel État capitaliste et impérialiste de langue française en Amérique du Nord. Il n'a strictement rien à voir avec les intérêts de la classe ouvrière. Aujourd'hui le Parti Québécois, dans l'opposition à l'Assemblée Nationale du Québec, tente de se refaire une popularité en dénonçant les politiques de compres-

sion budgétaire et de démolition sociale du gouvernement libéral de Philippe Couillard. Il tente de faire oublier son propre passé de défense résolue des intérêts du capital et d'attaques antiouvrières comme la répression de la grève des enseignant-es en 1983 ou celle des infirmières en 1999 ainsi que la suppression de 15 000 postes dans la fonction publique québécoise en 1997.

Thèse 10

Nous avons le devoir de militer dans les syndicats de salariés (CTC/CLC, FTQ...) et étudiants de masse malgré et contre leur direction bureaucratique. Nous pouvons, si nous n'avons pas la force de proposer des candidats communistes internationalistes aux élections, être contraints à appeler à voter pour ceux d'un parti « réformiste » de masse (parlementariste bourgeois). Nous ne refusons pas, par principe, d'intervenir dans un tel parti (contre son appareil relais de la bourgeoisie, contre son programme bourgeois) ou dans une organisation centriste (contre sa direction inconsciente et capitularde, contre son programme petit-bourgeois).

Mais, quelle que soient les tactiques de sa construction, il n'y a pas de substitut à un parti de type bolchevik. Un parti centriste comme l'USPD en Allemagne en 1918-1919, le POUM en Espagne en 1936-1937 ou le MIR au Chili en 1972-1973 ne peut conduire la révolution à la victoire ; les partis ouvriers bourgeois du type SPD en 1918-1919, PSOE et PCE en 1936-1937, PS et PCCh en 1972-1973 la combattent et l'étranglent. Nous ne soutenons donc pas Québec Solidaire (contrairement à la Gauche Socialiste, à La Riposte, Alternative Socialiste qui soumettent en fait les prolétaires à la petite-bourgeoisie) et nous n'appelons pas non plus à la formation d'un parti « réformiste » de masse (contrairement à LR ou AS car le prolétariat n'a pas besoin d'un autre parti ouvrier bourgeois).

Nous préconisons la création de fractions lutte de classe dans les syndicats, d'organes démocratiques de lutte, d'un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste de masse basé sur les enseignements de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky. Ce parti se liera dans la lutte à la classe ouvrière et aux opprimés et sera capable d'allier les revendications démocratiques (dont la République, la séparation de l'État et de la religion, le droit de séparation du Québec, l'armement du peuple, l'accès à l'enseignement dans sa langue dans tout le Canada...) et transitoires (dont la création d'organes populaires de type soviets, le gouvernement ouvrier, l'ouverture des frontières aux travailleurs et aux étudiants, l'autodéfense des manifestations et des piquetages, la réduction du temps de travail et l'emploi pour tous...) afin de préparer ouvertement la révolution prolétarienne.

Notre objectif est, en contribuant à la construction d'une internationale ouvrière révolutionnaire, de rassembler l'avant-garde canadienne dans un parti communiste internationaliste, qui est indispensable au renversement de la bourgeoisie (francophone et anglophone), au démantèlement de l'État bourgeois (fédéral et québécois), à l'établissement du pouvoir des conseils de travailleurs-ses (dictature du prolétariat) et des États-Unis socialistes d'Amérique, à la transition vers le socialisme-communisme mondial.

18 mai 2017

Collectif Révolution Permanente

LA LUBIE RÉFORMISTE D'ALTERNATIVE SOCIALISTE

Depuis l'automne 2015 au Québec, il y a une campagne en faveur de l'augmentation du salaire minimum à 15\$/heure. Cette campagne a été initiée par le groupe Alternative Socialiste (AS), qui est la section québécoise du Comité pour une Internationale Ouvrière (CIO). Il a réussi à rallier quelques syndicats et groupes communautaires (1).

Le taux actuel du salaire minimum au Québec étant de 11.25\$/heure, 15 représenterait sans aucun doute une augmentation non négligeable. Néanmoins, le fait qu'un groupe qui se revendique du «trotskysme» comme AS en fasse son axe principal est très problématique.

Il a fallu incorporer au programme [du Parti ouvrier] quelques incongruités auquel Guesde tenait malgré nos protestations [celles d'Engels et Marx], par exemple, le minimum de salaire... (Karl Marx, Lettre à Sorge, 5 novembre 1880)

C'est une revendication qui, isolée, reste trade-unioniste. Contrairement au programme de transition de la IV^e Internationale de 1938, AS ne cherche en aucune manière à faire le pont entre les besoins élémentaires de la classe ouvrière et la nécessité de la révolution socialiste. Au niveau des revendications, elle mentionne que «Notre but consiste à donner confiance aux travailleurs et aux travailleuses en activant leur potentiel de lutte» (2), mais sans dimension transitoire, sans faire aucune référence à la révolution socialiste, ni même un gouvernement ouvrier. C'est du pacifisme et du réformisme, pas du bolchevisme.

La première phrase du premier numéro du premier journal trotskyste canadien était la suivante :

«The Vanguard» est publiée à partir de la conviction que le problème de l'humanité découle de la décomposition de la société capitaliste et que sa solution passe par le développement de la révolution prolétarienne. (Ligue communiste, The Vanguard, novembre 1932)

Alternative socialiste est une organisation pseudo-trotskyste profondément embourbée dans l'opportunisme et le réformisme. Sur son site web (www.alternativesocialiste.org) la campagne du 15\$ occupe une place très importante, mais comme toutes les autres luttes élémentaires et sectorielles. Leur réponse à la montée du nationalisme identitaire et anti-immigrant au Québec est d'unir la classe ouvrière toutes origines confondues pour obtenir cette augmentation salariale (3). Rappelons que l'organisation-sœur d'AS en Grande-Bretagne, le Socialist Party (SPEW), refuse de se prononcer pour l'ouverture des frontières aux travailleurs étrangers et a soutenu le Brexit.

AS est membre du parti petit-bourgeois Québec solidaire (QS) qui se rapproche idéologiquement de la France Insoumise (LFI), un mouvement sans démocratie interne, réformiste et social-impérialiste. L'organisation-sœur française d'AS (GR) a d'ailleurs soutenu la candidature hyper-chauvine de Mélenchon (qui ne se réclame pas du socialisme, mais de «la Nation», dont le drapeau était tricolore) contre celles de LO et du NPA.

Le but de la 4^e Internationale était de supplanter toutes les bureaucraties syndicales et politiques, de créer un parti mondial de la révolution socialiste et un parti de type bolchevik dans tout le Canada.

Le principal obstacle dans la voie de la transformation de la situation pré-révolutionnaire en situation révolutionnaire, c'est le caractère opportuniste de la direction du prolétariat, sa couardise petite-bourgeoise devant la grande bourgeoisie, les liens traîtres qu'elle maintient avec celle-ci, même dans son agonie. (QI, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938)

La politique d'AS vise, en se conciliant des bureaucraties syndicales, à fonder un parti réformiste de plus, un parti ouvrier bourgeois au Québec et au Canada pour concurrencer le NPD comme LFI concurrence en France la PS et le PCF. Dans sa plateforme (4), il est question vaguement de «socialisme» et de «révolution», mais jamais de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, ni d'armement du prolétariat, ni d'insurrection, ni de dictature du prolétariat.

AS prône un «Québec indépendant et socialiste», comme les révisionnistes du léninisme-trotskysme l'ont toujours fait depuis l'époque de la Ligue socialiste ouvrière (pabliste) dans les années 1960. C'est avant tout le capitalisme qui est responsable de l'oppression du Québec, des peuples autochtones et des immigrants. C'est pourquoi les marxistes révolutionnaires défendent sans condition leur droit à l'autodétermination des nations opprimées, jusqu'à et y compris la séparation. Mais ils ne se prononcent pas

pour la séparation, sauf exception. Suite au renversement du capitalisme et à la création d'États ouvriers, les frontières disparaissent, la question nationale doit disparaître progressivement de l'ordre du jour en même temps que les causes de l'oppression nationale sont éliminées. L'appel à un «Québec indépendant et socialiste» n'est rien d'autre que l'adaptation au nationalisme bourgeois et petit-bourgeois.

La campagne pour le 15\$/heure organisée par Alternative socialiste est similaire à celle que leurs confrères américains de Socialist Alternative (SAlt) ont menée à Seattle il y a quelques années (5). Le 1^{er} janvier 2017, le taux du salaire minimum horaire a grimpé à 15\$ après avoir été entériné officiellement par le conseil municipal en juin 2014. Kshama Sawant (SAlt) avait réussi à se faire élire conseillère municipale en 2013 mais sur une base réformiste, un programme limité à trois points compatibles avec le Parti démocrate. D'ailleurs, sa perspective opportuniste était de créer un «parti des 99 %» de la population.

Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore mûres pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pousser. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. (QI, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938)



Au Québec, AS a obtenu l'appui de directions syndicales comme la CSN-Construction ou l'Alliance internationale des employés de scène, de théâtre, techniciens de l'image, artistes et métiers connexes. Le parti Québec solidaire (QS) a aussi déposé une motion pour hausser le salaire minimum à 15\$ l'heure à la fin du mois d'avril 2016. La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec a également repris cette revendication (6). Comme nous l'avons mentionné plus haut, il n'y a absolument rien de mal à vouloir améliorer les conditions des sections les moins nanties et les plus vulnérables de la classe ouvrière, car ceux et celles qui travaillent au salaire minimum occupent en général des emplois précaires dans des conditions plutôt difficiles, comme la vente au détail. Mais une revendication de cette nature ne devrait pas être séparée de la lutte plus globale contre le chômage, contre les bureaucraties syndicales, pour le renversement du capitalisme et la construction du socialisme mondial. Nous pouvons être certains que si les patrons acceptent de satisfaire cette demande isolée des autres revendications comme ce fut le cas à Seattle, ils s'arrangeront pour nous faire payer ailleurs afin de compenser la baisse du taux de profit.

Pour unifier les travailleurs, on ne peut se contenter du salaire minimum. Il faut que tous les salaires soient augmentés de manière à compenser les pertes de pouvoir d'achat depuis la crise capitaliste de 2008 et soient alignés automatiquement sur la hausse des prix (échelle mobile des salaires). Cette revendication doit s'accompagner de la lutte pour partager le travail entre tous et toutes, embaucher les chômeurs et baisser le temps de travail à 32h maximum (échelle mobile des heures de travail).

La IV^e Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme «minimum», dans la mesure où elles ont conservé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le

cadre d'une perspective correcte, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles «minimum» des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent - et cela se produit à chaque pas -, la IV^e Internationale met en avant un système de revendications transitoires dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux «programme minimum» est constamment dépassé par le programme de transition dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne. (QI, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938)

Il faut regrouper les militants communistes internationalistes dispersés aux dépens des partis réformistes NPDQ et QS, des organisations semi-réformistes du type AS et des sectes (7).

27 décembre 2017

(1) <https://15plus.org/>

(2) <https://15plus.org/revendications/>

(3) <http://15plus.org/faisons-du-15-h-un-espace-de-solidarite-pour-tou%C2%B7te%C2%B7s-les-travailleurs-et-travailleuses/>

(4) <http://alternativesocialiste.org/index.php/plate-forme/>

(5) <http://alternativesocialiste.org/index.php/2015/08/23/parce-que-le-loyer-ne-se-paye-pas-tout-seul-nous-voulons-15-maintenant/>

(6) <https://ftq.qc.ca/actualites/15-lheure-cest-possible/>

(7) <http://www.revolucionpermanente.com/francais/2017/05/18/pour-un-parti-ouvrier-revolutionnaire-et-internationaliste-au-canada/>

MAI 2017 : LE GOUVERNEMENT COUILLARD

BRISE LA GRÈVE DES OUVRIERS DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

Le 24 mai 2017, les chantiers du Québec ont été paralysés à l'appel de l'Alliance syndicale de la construction qui coiffe cinq syndicats : FTQ-Construction, CPQ des métiers de la construction, SQ de la construction, CSD-Construction et CSN-Construction.

En plus d'une demande de hausse de salaire de près de 4 %, les horaires de travail et les heures supplémentaires étaient au coeur du litige dans le secteur industriel, institutionnel et commercial, dont les patrons cherchaient à obtenir une plus grande flexibilité (faire travailler avant et après les heures d'ouverture des bâtiments au public). Dans le cas des secteurs résidentiels et de la voirie et du génie civil, la pierre d'achoppement se situait surtout du côté des salaires, l'écart entre les demandes syndicales et l'offre patronale étant considérable. Le 25 mai, des milliers de grévistes ont manifesté, malgré la dissuasion d'un énorme dispositif policier, à Montréal, Québec, Sherbrooke, Rimouski, Chicoutimi, Sept-Îles, Paspébiac et Cap-Aux-Meules.

Mais le 29 mai, le gouvernement de Philippe Couillard de l'Espinais a fait adopter la « loi d'urgence » n° 142 par le Parlement du Québec. Les 73 députés du Parti libéral et de la Coalition avenir ont voté pour ; les 23 députés du Parti québécois et Québec solidaire ont voté contre. Le texte accorde une augmentation de salaire de 1,8 % (article 12), exige la cessation de la grève dès le 31 mai (art. 1-6, 10-11), impose un médiateur dans des négociations séparées par secteur et, en cas d'échec, un arbitrage dont les frais seront à moitié à la charge des syndicats (art. 18-30), menace de sanctions civiles et pénales les grévistes et les responsables syndicaux (art. 31-34).

Les dirigeants syndicaux se sont inclinés. Tout en appelant à reprendre le travail, le porte-parole de l'Alliance syndicale, Trépanier, a annoncé qu'il saisissait la justice bourgeoise, en guise de consolation pour la base. Le 30 octobre 2017, la médiation a échoué.

Nos travailleurs et leurs familles sont les principales victimes des négociations difficiles et des conflits de travail dans notre industrie... Nous répondons donc positivement à l'invitation de la ministre de la rencontrer début 2018 et espérons d'ailleurs pouvoir compter sur tous les partenaires de l'industrie dans ces réflexions. (Michel Trépanier, 27 novembre 2017)

Le 19 mars 2018, l'arbitre du gouvernement a rendu sa sentence sur les salaires : +2,1 % du 1er mai 2017 au 28 avril 2018 (soit 0,3 % de plus que prévu par le gouvernement) au lieu des 4 % revendiqués par les syndicats.

ADRESSE DU 1^{ER} MAI CONTRE LA GUERRE, POUR LES DROITS DES PEUPLES OPPRIMÉS, POUR LE SOCIALISME, POUR LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE MONDIALE

Le 1^{er} mai 2018 survient dans un contexte de rivalités entre puissances impérialistes et multiples guerres locales. La rivalité entre les « vieux » impérialismes des États-Unis, d'Europe de l'Ouest, du Japon avec les impérialismes émergents en Chine et en Russie s'est nettement accentuée. Des puissances régionales (Israël, Arabie saoudite, Turquie, Iran) se disputent le Proche-Orient. La Syrie, l'Irak, la Corée, la mer de Chine, l'Ukraine, l'Afghanistan... sont le théâtre de manœuvres et de confrontations militaires.

Même la reprise économique du capitalisme mondial, inégalement partagée, n'a pas calmé les tensions entre les différentes fractions de la bourgeoisie, ni les attaques contre les producteurs. L'emploi mondial augmente, mais pas assez pour faire face à la croissance démographique. Pour l'impérialisme mondial, une partie grandissante de l'humanité est superflue. En outre, l'environnement de l'espèce humaine est mis en danger par la survie du capitalisme : accélération du réchauffement climatique, perte de diversité biologique, raréfaction des forêts et de l'eau pure, etc.

Toutes les puissances impérialistes veulent non seulement défendre leurs superprofits contre leurs rivaux mais aussi les accroître. Leurs États cherchent à le faire en s'attaquant aux acquis de leur classe ouvrière, en nouant et renouant des alliances, en reprenant la course aux armements, en intervenant économiquement, politiquement, diplomatiquement, militairement dans le reste du monde.

L'OMC n'arrive plus à propulser des accords mondiaux. Les échanges de marchandises ont cessé de s'intensifier (ils augmentent désormais au même rythme que la production mondiale). Parce que les États-Unis restent la première puissance mondiale, mais sont menacés par l'émergence de la Chine, le président Trump parle ouvertement de guerres commerciales qu'il veut mener et gagner. Le protectionnisme, qui n'avait jamais disparu, revient en force. La Grande-Bretagne se retire de l'Union européenne.

La réaction politique sur toute la ligne est le propre de l'impérialisme. (Lénine, L'Impérialisme et la scission du socialisme, décembre 1916)

Israël ne s'est jamais soucié de l'autorisation de l'ONU pour tuer des Palestiniens ou pour faire la guerre à ses voisins. Mais les États-Unis qui ont fondé l'ONU au lendemain de la 2^e Guerre mondiale la contournent de plus en plus souvent pour mener leurs agressions militaires, car la Chine et la Russie ont un droit de veto au Conseil de sécurité. Ainsi, l'armée américaine, aidée de la France et de la Grande-Bretagne, en invoquant une nouvelle attaque chimique, a bombardé la Syrie le 14 avril. Comme si les crimes de guerre de ces trois puissances n'étaient pas pires que ceux du boucher Assad.

Les émigrants des pays pauvres et des pays en guerre sont plus refoulés et persécutés que jamais. Des référendums se décident sur cette question (Brexit), des candidats et des partis gagnent des élections en désignant les migrants comme des boucs émissaires (États-Unis, Autriche, Italie, Hongrie...). Des murs ont surgi ou

sont renforcés aux frontières des États-Unis, d'Israël, de l'Espagne, de la Grèce, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Norvège, de la Chine, de la Grande-Bretagne, du Pakistan, du Bostwana...

La Turquie, toujours membre de l'OTAN, en fait une dictature islamiste, a mené en janvier une invasion militaire en Syrie pour empêcher la création d'un État kurde à sa frontière et démontrer ses prétentions de pouvoir régional. Il a reçu pour cela l'appui de djihadistes syriens, l'autorisation de la Russie et des États-Unis, alors que les chefs du PKK-YPD avaient mis les combattants kurdes au service de l'armée américaine. Ayant vaincu à Afrin le 18 mars, Erdoğan étend sa sale guerre en envoyant les troupes turques envahir le nord de l'Irak, avec la complicité non seulement de Washington mais aussi du gouvernement de Barzani (PDK) de la zone autonome kurde en Irak.

En même temps, le gouvernement colonialiste israélien a carte blanche pour une nouvelle vague de répression brutale contre la population palestinienne. Le nouvel homme fort de l'Arabie saoudite, le prince Ben Salmane, justifie au même moment l'existence de l'État d'apartheid, alors que son pays continue à alimenter l'antisémitisme et le salafisme à travers le monde, à financer les mouvements islamo fascistes.

La restauration du capitalisme par les bureaucraties stalinienne en Russie et en Chine n'a pas seulement introduit de nouvelles puissances impérialistes, elle a aussi changé l'équilibre entre les classes, au détriment des travailleurs. En Europe de l'Est, en Chine, au Vietnam, les acquis en termes d'emploi, de santé, d'enseignement... apportés par l'expropriation du capital ont brutalement disparu. La perspective du socialisme a reculé dans les masses exploitées et opprimées. Les bureaucrates au pouvoir à Cuba et en Corée du Nord ont commencé à se convertir en capitalistes.

Contrairement à ce qu'ont prétendu les idéologues et les politiciens de la bourgeoisie impérialiste, cela n'a pas conduit au triomphe de la « démocratie représentative ».

Les régimes autoritaires ont survécu et les démocraties traditionnelles rognent les libertés démocratiques et espionnent leur population au nom de la « lutte contre le terrorisme ». Trump a été élu avec moins de voix que Clinton. Aux États-Unis, les Noirs restent la cible des flics blancs. Le rôle des services secrets et de l'état-major est plus grand que jamais aux États-Unis. La présidente PT du Brésil élue au suffrage universel a été destituée en août au nom de la « lutte contre la corruption » pour lui substituer un président MDB bien plus corrompu. Le nationalisme bourgeois du Venezuela qui a maintenu le capitalisme s'appuie de plus en plus sur l'armée pour résister à la fraction pro-impérialiste. Dans l'État espagnol, le gouvernement Rajoy PP et la monarchie franquiste ont criminalisé la



lutte sociale et réduit radicalement toutes les libertés démocratiques, remplissant les tribunaux et les prisons des travailleurs et des jeunes, à travers la réforme du Code pénal et la loi Mordaza, également utilisées pour réprimer et empêcher le peuple catalan de choisir démocratiquement son destin par un référendum en octobre 2017.

Même dans les pays les plus avancés, la religion et le créationnisme sont promus par des fractions des classes dominantes. Les homosexuels restent persécutés dans la majorité des États. Les droits des femmes eux-mêmes sont remis en cause, en particulier le droit d'avorter aux États-Unis, en Pologne, en Hongrie.

De nouveau, partout dans le monde, des bandes fascistes terrorisent les migrants, les grévistes, les paysans pauvres, les minorités religieuses ou nationales (Yézidis, Roms, Rohingyas...).

Pourtant, les travailleurs, les femmes, les minorités opprimées, les jeunes en formation résistent de toutes les manières : pétitions, grèves, manifestations, lutte armée... en Syrie, en Turquie, en Chine, en Iran, au Brésil, en Espagne, aux États-Unis, en France... La classe ouvrière nicaraguayenne, au prix de dizaines de morts, a contraint le gouvernement à retirer son projet contre la sécurité sociale et des retraites. Les luttes de classe ne cessent pas, mais le prolétariat et les opprimés du monde manquent des organisations nécessaires à transformer l'aspiration et l'engagement des masses en avancées et en victoires décisives.

En effet, les organisations qui contrôlent actuellement le mouvement ouvrier se révèlent incapables de faire face à la remontée de la réaction, de lutter contre les interventions impérialistes, de prendre la tête des luttes pour affaiblir et renverser le capitalisme mondial. Les bureaucraties syndicales acceptent de négocier toutes les attaques. Les partis ex-staliniens, sociaux-démocrates et travaillistes gouvernent pour le capitalisme, attaquent les acquis (ou s'approprient à le faire). Les DSA sont toujours dans un des deux grands partis bourgeois des États-Unis, le Parti démocrate dont les candidats (Obama, Clinton) sont toujours soutenus par le PCUS. Le SPD vient de sauver Merkel en Allemagne. La Syriza grecque a capitulé devant les exigences de Berlin et de Paris. La SD danoise s'allie avec le DF fascisant et embrassant sa xénophobie. La SMER slovaque gouverne avec le SNS raciste. Le LP de Nouvelle-Zélande gouverne avec le parti xénophobe NZF. Les vieux et les nouveaux partis « réformistes » qui sont dans l'opposition, comme le Parti travailliste de Grande-Bretagne, Die Linke d'Allemagne, La France insoumise, Podemos de l'État espagnol... ne se réclament même pas du socialisme.

Dans cette situation, il est plus important que jamais de reconstruire l'internationale ouvrière (et dans chaque pays un parti ouvrier révolutionnaire) sur la base du programme communiste. Partout, l'avant-garde doit se rassembler pour opposer l'internationalisme prolétarien au nationalisme étroit qui est prêché pour dresser les travailleurs les uns contre les autres. L'internationalisme défend le droit des nations opprimées à l'autodétermination, sans nécessairement propager une séparation. Les travailleurs avancés doivent lutter contre toute restriction des acquis politiques et sociaux, comme le meilleur terrain pour la lutte pour une véritable démocratie, à savoir le pouvoir de conseils ouvriers. Sur la base de la solidarité de classe du prolétariat, ils s'opposent à la division entre nationaux et étrangers, entre tra-

vailleurs intellectuels et manuels, entre hommes et femmes, entre jeunes et vieux, entre religions différentes.

Il faut prévenir le danger d'une guerre mondiale destructrice, arrêter la destruction de l'environnement causée par le profit, renverser la bourgeoisie, démanteler l'État bourgeois, prendre le pouvoir, remettre les moyens de production dans les mains des ceux qui créent avec leur travail la richesse de la société, marcher vers le socialisme, faire disparaître les frontières, les classes et l'État.

1^{er} mai 2018

CoReP / Allemagne, Autriche, Canada, France

<http://www.revolucionpermanente.com/>

IKC / État espagnol

<http://www.ikcirklo.org/>

PD / Turquie

<http://www.patronsuzdunya.com/>

TML / Brésil

<http://tmarxistaleninista.blogspot.fr/>



AVANT-GARDE

trimestriel imprimé par le Groupe marxiste internationaliste (CoReP en France)

supplément à *Révolution communiste* n° 28

directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762

contact : corepcanada@tutanota.com

site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, turc... : revolucionpermanente.com

site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

site du GMI / France : groupemarxiste.info

FEMMES TRAVAILLEUSES DE TOUS LES PAYS, DEBOUT CONTRE L'OPPRESSION ET L'EXPLOITATION !

Depuis que la société humaine est divisée en classes sociales, elle est aussi patriarcale : les hommes mûrs dominent les femmes et les jeunes. Depuis que le capitalisme est apparu, les femmes travailleuses sont, globalement, davantage exploitées que les hommes. En outre, même là où elles ont conquis l'égalité juridique, les femmes des classes exploitées fournissent toujours l'essentiel du travail domestique et familial non-payé.

Partout, les « crimes d'honneur », le harcèlement sexuel et le viol ont pour cible principale les femmes. La moitié des femmes assassinées dans le monde le sont par un proche. La décomposition mafieuse (comme au Mexique) et les guerres réactionnaires (comme en Syrie, en Irak, au Soudan, en Afghanistan...) les éprouvent particulièrement. Les victimes de la prostitution forcée sont à 80 % des femmes (entre 400 000 et 1,6 million de filles et de femmes chaque année). Des filles sont mariées contre leur gré ou subissent des mutilations sexuelles (entre 100 et 140 millions de femmes dans le monde ont été victimes d'excision ou d'infibulation).

L'attaque systématique contre les services publics menée par tous les gouvernements depuis les crises capitalistes mondiales de 1973 et de 2009 les affecte directement. La montée du cléralisme sous toutes ses formes (chrétien, musulman, hindou, bouddhiste...) renforce l'oppression. Certains pays connaissent des régressions : Erdoğan décourage la contraception et l'avortement en Turquie, Trump défavorise l'avortement dans le monde entier, Poutine dépénalise la violence des maris en Russie...

Les femmes ont toujours été une composante du salariat malgré l'hostilité de tous les clergés. Dans les pays avancés, elles représentent plus de la moitié des travailleurs salariés. Mais leur répartition reste inégale suivant les branches et les métiers. Elles restent plus mal payées que les hommes et sont particulièrement victimes de la précarité, du temps partiel et du chômage. Elles supportent l'essentiel des tâches domestiques au sein de leur famille.

De même que la lutte contre l'oppression nationale ne peut être laissée aux nationalismes bourgeois et petits bourgeois, la lutte contre l'oppression de genre ne peut être laissée au féminisme bourgeois et petit-bourgeois qui soit oppose de manière réactionnaire les femmes aux hommes, soit se borne à exiger plus de postes de dirigeantes politiques ou de manageuses d'entreprise capitalistes. Ainsi, la campagne #metoo avait pour point de départ la dénonciation légitime des viols d'actrices par un producteur de cinéma. Certains l'utilisent pour ranimer une morale conservatrice qui assimile toute proposition sexuelle hors mariage à de la violence. L'autre détournement consiste à présenter une poignée de capitalistes qui abusent de leur ri-

chesse et de leur pouvoir comme représentatifs de tous les hommes.

Le 8 mars résulte d'un appel de l'Internationale ouvrière (1889-1914) et en particulier de l'activité de Clara Zetkin, marxiste, révolutionnaire, internationaliste. La révolution russe (1917) a donné le droit de vote aux femmes, légalisé l'avortement, assuré l'éducation des filles, facilité l'extension du droit de vote ailleurs (en Grande-Bretagne, en Allemagne...). La révolution espagnole (1936) a fait plus pour l'émancipation des femmes que tous les partis républicains antérieurement. Inversement, les contre-révolutions (fascisme en Italie, stalinisme en URSS, nazisme en Allemagne, théocratie en Iran...) ont signifié l'humiliation des femmes et un bond en arrière.



Aujourd'hui, partout, les femmes travailleuses se lèvent : elles sont au premier rang des luttes contre l'oppression dont elles sont victimes (comme les manifestantes iraniennes, polonaises, américaines...), elles participent à la lutte contre l'oppression nationale et la xénophobie (comme les combattantes kurdes, les militantes immigrées, celles qui soutiennent les migrants...) et à la lutte contre l'exploitation (comme les militantes syndicales de base du Bangladesh et de tous les pays).

Le capitalisme est incapable d'assurer l'égalité réelle entre les sexes car la bourgeoisie utilise le patriarcat pour diviser les opprimés et bénéficier indirectement du travail domestique gratuit des femmes.

La lutte pour l'émancipation des femmes doit être l'affaire du mouvement ouvrier. Les organisations syndicales et les partis issus des travailleuses et des travailleurs ont la responsabilité de combattre le machisme en leur sein et dans la société et de prendre la tête de la lutte des femmes pour leur émancipation. Seule la construction du socialisme mondial permettra d'extirper définitivement le machisme.

Égalité juridique totale entre hommes et femmes ! Séparation des religions et de l'État ! Enseignement mixte et laïque !

Égalité de salaire ! Création massive de structures gratuites et de qualité pour l'accueil et l'éducation des enfants en bas âge !

Contraception libre et gratuite ! Droit et gratuité totale de l'avortement, y compris pour les mineures !

8 mars 2018

CoReP / Allemagne, Autriche, Canada, France

IKC / État espagnol

PD / Turquie

TML / Brésil

HALTE AU MASSACRE DES PALESTINIENS !

Fusillade délibérée de civils

L'État américain a toujours soutenu l'État colonial sioniste, comme il a toujours misé sur la monarchie absolue, cléricale et antisémite d'Arabie saoudite. Avec le renforcement de l'Iran et de l'impérialisme russe en Syrie, avec un certain éloignement de la Turquie, Trump, encadré par des généraux et des chefs tortionnaires de la CIA, a infléchi la politique de l'impérialisme américain. Il revient sur l'accord négocié sur le nucléaire iranien, au détriment des peuples d'Iran qui pensaient échapper enfin au blocus ; il accorde au gouvernement islamiste turc le droit d'intervenir en Syrie et en Irak, l'autorisant à massacrer avec des islamistes syriens les Kurdes du PKK-PYD-KCK ; il encourage le prochain monarque d'Arabie saoudite qui impose un blocus au Qatar et détruit le Yémen ; il appuie le premier ministre raciste et militariste d'Israël qui étrangle la bande de Gaza, poursuit la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie, redouble sa politique de terreur contre les Palestiniens.

Sur quoi a débouché, en pratique, le transfert annoncé le 6 décembre 2017 par Trump de l'ambassade d'Israël ?

Le 15 décembre, l'armée israélienne a tué 4 Palestiniens qui protestaient et en a blessé 160.

Dans la nuit du 8 au 9 janvier, l'armée israélienne a bombardé une base militaire de la Syrie. Le 9 avril, elle a récidivé.

Le 16 janvier, l'État américain a gelé plus de la moitié de ses versements prévus à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, aggravant la situation dramatique de Gaza, soumise au blocus d'Israël et de l'Égypte.

Le 30 mars, l'armée israélienne a tiré à balles réelles à Gaza sur les manifestants pacifiques de la Marche du retour : au moins 17 Palestiniens tués, 758 blessés. Le 6 avril, l'armée a de nouveau tiré à balles réelles : au moins 9 Palestiniens ont été tués (dont un journaliste), plusieurs centaines blessés. Le 13 avril, un Palestinien a été tué et 120 blessés par balles. Les soldats tirent froidement les manifestants qui étaient à plusieurs centaines de mètres de la frontière.

Pour le front unique ouvrier contre le terrorisme d'État israélien

La France a invité Israël à « la retenue ». L'Arabie saoudite a repris la position de deux États. La Jordanie et l'Égypte ont condamné le massacre. La Turquie a protesté plus vivement.

Mais les Palestiniens ne peuvent pas se fier aux États bourgeois de la région. La monarchie de Jordanie a écrasé la résistance palestinienne en 1970-1971. Les chrétiens-fascistes du Liban ont liquidé en 1982 des milliers de réfugiés palestiniens avec l'aide de l'armée israélienne. Le régime du Baas syrien a frappé militairement la résistance palestinienne en 1983. Les gouvernements égyptien et syrien ont réprimé le mouvement révolutionnaire de 2011 dont la victoire pouvait ouvrir une perspective

aux Palestiniens. Le 4 avril, le futur roi d'Arabie a déclaré qu'Israël avait le droit d'exister.

Je crois que les Palestiniens et les Israéliens ont le droit d'avoir leur propre terre. (Mohamed Ben Salmane, *The Atlantic*, 2 avril 2018)

La plupart des États voisins surexploitent les réfugiés ou travailleurs immigrés palestiniens et les discriminent. L'Iran et la Turquie oppriment leurs minorités nationales, dont les Kurdes. La Turquie est toujours membre de l'OTAN dirigée par les États-Unis. La Turquie et les monarchies du Golfe ont aidé les islamo-fascistes qui ont opprimé en Syrie et en Irak les femmes, qui ont exterminé les militants ouvriers, les minorités religieuses, les minorités nationales. L'Égypte reçoit des armes et de l'argent des États-Unis, elle bloque la bande de Gaza.

La meilleure aide aux Palestiniens est la lutte pour renverser les gouvernements qui soutiennent l'État sioniste. Dans le monde entier, au premier chef aux États-Unis et en

Israël, toutes les organisations qui se réclament des travailleurs doivent exiger :

- Fin de la colonisation en cours de Jérusalem et de la Cisjordanie !
- Levée du blocus de Gaza par Israël et l'Égypte !
- Destruction du mur de l'apartheid !
- Libération de tous les prisonniers palestiniens !
- Droit au retour des réfugiés et de leurs descendants !
- Aucune arme, aucune aide militaire à Israël !
- Aucune menace militaire envers la Syrie ou l'Iran !

Le sionisme alimente l'antisémitisme

La classe ouvrière mondiale est, sur cette question comme les autres, paralysée par la politique de ses directions. Les partis travaillistes ou sociaux-démocrates et les partis issus du stalinisme soutiennent la solution « des deux États » de l'ONU, comme plusieurs organisations centristes : SPEW, SALT, AWL, LO, NPA... Cela revient à mettre sur le même pied un État colonial soutenu par tous les impérialismes et une nation opprimée. Cela revient à entériner la colonisation violente d'une grande partie de la Palestine et la création de bantoustans sous la botte d'Israël dans le reste du territoire.

La solidarité prolétarienne exige que nous n'observions jamais une attitude purement formelle envers la question nationale, mais que nous tenions toujours compte du comportement du prolétaire d'une nation opprimée envers la nation qui opprime. (Lénine, 31 décembre 1922)

L'État israélien et le mouvement sioniste, l'impérialisme américain et ses adjoints tentent d'assimiler les antisionistes à des racistes anti-juifs. Par exemple, en France, Mélenchon, le chef de la France insoumise, a été expulsé le 28 mars d'une manifestation de protestation contre un sordide crime à coloration antisémite. Son crime ? Soutenir la campagne de boycott d'Israël (BDS) ! Autre exemple, la presse bourgeoise britan-



nique a accusé Corbyn, le chef élu du Parti travailliste, d'antisémitisme. Son crime ? Avoir passé la soirée du 2 avril avec Jewdas, une association de Juifs non-sionistes de sa circonscription électorale !

Certes, on trouve des antisionistes qui sont antisémites, mais il y a aussi beaucoup de pro-sionistes qui sont antisémites, dans la lignée de Lord Arthur Balfour ou Lord Winston Churchill. Les gouvernements pro-sionistes des États-Unis et de l'Union européenne entretiennent des liens étroits avec les monarchies absolues et islamistes qui diffusent dans le monde entier le *Protocole des sages de Sion*, un faux antisémite fabriqué en 1901 par la police tsariste et cité abondamment par Hitler.

Les communistes internationalistes qui depuis 170 ans combattent le racisme et le colonialisme n'ont aucune leçon à recevoir des Trump et des Netanyahu. Le mouvement sioniste lui-même s'est souvent accommodé de l'antisémitisme au début du XX^e siècle car ces deux courants réactionnaires partageaient l'idée que les Juifs étaient inassimilables dans les pays où ils vivaient. Face au pire antisémitisme de l'histoire, le nationalisme bourgeois juif ne s'est guère opposé au « 3^e Reich » et certains de ses dirigeants ont même collaboré avec les nazis. C'est après la 2^e Guerre mondiale que l'Holocauste a servi de prétexte à la bourgeoisie sioniste pour coloniser la Palestine.

L'État israélien est bâti sur le racisme et la violence envers les Arabes de la Palestine. Le projet sioniste est de refuser l'intégration des Juifs dans les pays où ils vivent et de tous les installer en Palestine qui a été le terrain de multiples brassages ethniques et de violentes compétitions religieuses. L'État israélien a été mis en place en 1947 avec le soutien des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'URSS. En 1948, lors de la Nakba, 700 000 Palestiniens ont fui l'armée israélienne et ses exactions. Le Parti travailliste israélien et le syndicat sioniste Histadrout ont réclamé l'exclusion des Arabes de l'emploi.

Ainsi, le nationalisme bourgeois juif a transformé une minorité des Juifs du monde en oppresseurs. La conséquence a été la persécution et l'émigration forcée des Juifs installés depuis deux millénaires en Afrique du Nord et au Proche-Orient qui n'étaient pas des colons mais qui ont servi de boucs émissaires aux régimes nationalistes bourgeois arabes. Le sionisme a aussi facilité l'antisémitisme nauséabond des islamistes partout dans le monde.

Pour une Palestine unifiée par la révolution socialiste

Pour obtenir de l'ONU et des États-Unis un État à côté d'Israël, le nationalisme bourgeois panarabe (Fatah, FDLP) a

signé les accords d'Oslo en 1993, seul le FPLP s'y est opposé, tout en restant dans l'OLP dirigée par Arafat. Le résultat a été la poursuite de la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie ; la construction du mur de l'apartheid ; la destruction répétée de la bande de Gaza en 2008, 2012 et 2014 ; la répression systématique, les assassinats et les emprisonnements de Palestiniens. Une autre conséquence a été, faute de perspective prolétarienne, la montée de l'islamisme autrefois très minoritaire (Hamas, Djihad...) au sein des Palestiniens. Cela a permis au Hamas de prendre le contrôle de la bande de Gaza.

Mais le Hamas et le Fatah et ont en commun d'être dirigés par des bourgeois, de s'opposer à la lutte du prolétariat palestinien, de dépendre d'États bourgeois voisins et d'être incapables de s'adresser aux travailleurs d'Israël (arabes ou juifs). D'ailleurs, ils se sont rapprochés ces derniers mois sous la pression du général Al-Sissi, le président de l'Égypte qui réprime toute opposition politique et participe au blocus de Gaza.

La fin de l'oppression nationale dont sont victimes les Arabes palestiniens passe par la destruction de l'État d'Israël, raciste, belliciste et colonialiste, instrument de l'impérialisme occidental en Asie de l'Ouest. Contre toutes les bourgeoisies (américaine, hébraïque, arabe, turque, perse...), la mobilisation des travailleurs à Jérusalem, en Cisjordanie, à Gaza, en Israël, en Jordanie, en Turquie, en Égypte, en Tunisie... permettra d'instaurer une Palestine laïque et multiethnique sur tout le territoire de la Palestine, dans laquelle pourront vivre ensemble Arabes et Juifs, musulmans, israélites, chrétiens et athées. Jérusalem, avec ses traditions multiculturelles serait probablement la capitale de cet État des travailleurs. Une telle Palestine ne

sera viable que par l'extension de la révolution, l'abolition des frontières héritées de la colonisation et l'instauration de la fédération socialiste du Levant.

Seule une internationale ouvrière (et des partis ouvriers révolutionnaires dans chaque pays) peut mener un tel combat. La classe ouvrière, ralliant les paysans et les étudiants, est la force sociale qui est capable de liquider la colonisation sioniste en Palestine et la domination impérialiste sur l'Asie de l'Ouest, d'émanciper les jeunes et les femmes, de donner la terre aux paysans, la formation à la jeunesse, l'emploi à tous et d'assurer le développement économique.

14 avril 2018

CoReP / Allemagne, Autriche, Canada, France
IKC / État espagnol
PD / Turquie
TML / Brésil



Source : Les Dossiers en ligne de la Documentation française

ABC DU MARXISME : LA NATION

Une classe sociale existe indépendamment de l'opinion à un moment donnée de la majorité de ses membres, car tous les rapports sociaux et en particulier l'exploitation sont réels. Par contre, les divinités et les nations sont des fictions. Elles ne jouent un rôle que parce que des millions de personnes leur accordent un crédit. La religion sert depuis des milliers d'années à justifier l'exploitation de la classe dominante. Le nationalisme prétend depuis plusieurs siècles que les classes subalternes de la nation doivent se subordonner à la classe dominante contre les autres nations, que celles-ci constituent un danger ou une proie. Pourtant, les idéologues bourgeois peinent à définir la nation.

La nation ne repose pas sur la religion. Sinon, pourquoi l'éclatement de l'Amérique latine, la séparation de la Norvège et de la Suède, de l'Espagne et du Portugal, de la Syrie et de l'Irak, du Bangladesh et du Pakistan ?

La nation ne repose pas sur la biologie, sur des ethnies identifiables. Les peuples situés dans des carrefours de migrations historiques (Europe, Levant, sous-continent indien...) sont particulièrement mélangés depuis toujours, sans parler de ceux issus plus récemment de multiples immigrations (États-Unis, Australie, etc.).

La nation ne repose même pas sur la langue. Sinon, pourquoi les États-Unis ont-ils mené une guerre pour s'émanciper de l'Angleterre ? Pourquoi les révoltes irlandaises contre le joug anglais ? Pourquoi la France ne se rattache pas au Québec, à la minorité francophone de la Suisse ou à la partie francophone de la Belgique ?

La nation repose encore moins sur des valeurs. D'un côté, la conduite des chefs des nations ne sont pas inspirées de valeurs, mais surtout par des intérêts économiques, sociaux, militaires. D'autre part, aucune « valeur » n'est propre à un peuple.

Les dieux et les nations sont des mythes, mais la religion ou le nationalisme peut devenir une force matérielle quand cette idéologie s'empare des masses. En fait, l'idée nationale est inséparable de la montée de la bourgeoisie et de sa lutte pour détruire les vestiges de la féodalité et unifier le marché à l'échelle de tout un pays. Le nationalisme est l'idéologie principale d'une bourgeoisie installée (qui dispose d'un État) ou d'une bourgeoisie en formation (qui veut son propre État au détriment d'un autre).

En Europe, elle s'affirma d'abord dans l'absolutisme, où la royauté centralisait l'État afin de réduire le pouvoir de la noblesse (notamment en Angleterre sous les Tudor et en France sous les Bourbon), puis pleinement dans les grandes révolutions bourgeoises, notamment la française de 1789-1794 et l'euro-péenne de 1848.

À l'époque impérialiste de déclin du capitalisme, l'État national devient un obstacle à l'union internationale de l'humanité. D'une manière générale, les communistes sont favorables au regroupement libre de peuples au sein de grandes entités, ce qui correspond à l'internationalisation des forces productives et représente un mode d'organisation plus rationnel. Cependant, ils savent que les immigrés sont souvent victimes de discrimination et que, souvent, des populations entières sont discriminés

pour leur rattachement à un État, pour leurs traits ethniques, leur langue maternelle ou leur religion... Les communistes ne peuvent être neutres dans ces cas. Comme pour les relations entre individus, ils s'opposent au mariage forcé et défendent le droit au divorce. Donc, toute population opprimée a le droit de se séparer de l'État auquel elle est rattachée. Cela vaut aujourd'hui pour les Kurdes de Turquie, d'Irak, de Syrie et d'Iran.

Si les communistes reconnaissent le droit des nations à s'auto-déterminer y compris jusque dans la séparation, cela ne signifie pas qu'ils encouragent nécessairement cette séparation. En particulier, quand il s'agit d'une région relativement prospère, comme l'Écosse, le Nord de l'Italie, la Catalogne ou la Flandre, le séparatisme de la bourgeoisie locale s'alimente souvent à l'argument raciste de pas payer pour la partie plus pauvre de l'État (dont les membres sont qualifiés de paresseux et d'assistés). Par contre, quand il s'agit de colonies, pays pillés et subjugués par une puissance impérialiste, les communistes soutiennent inconditionnellement la revendication d'indépendance, dès qu'elle se manifeste ouvertement dans la population. Pour cette raison, les communistes sont pour la destruction d'Israël et la création d'une Palestine démocratique, pluriethnique et laïque, que seul le prolétariat de la région (arabe et hébreu) peut réaliser.

Symétriquement, les communistes s'opposent vigoureusement au nationalisme des États impérialistes et des États oppresseurs de minorités dans les pays dominés. À l'opposé, le gouvernement PSOE de Gonzalez a réprimé les Basques, la France Insoumise de Mélenchon copie le Front National.

Dans le cas d'un État regroupant des populations diverses, la plus grande égalité doit régner entre celles-ci. En particulier, il ne faut pas imposer aux minorités une religion, une langue (même si elle est majoritaire, comme l'a fait la France). Chaque citoyen/ne doit pouvoir s'adresser à l'État dans sa langue.

Ainsi, après la Révolution russe de 1917, le pouvoir des soviets instaura dans les nations minoritaires de l'ancien empire, notamment en Ukraine et au Caucase, une politique de développement de la langue et de la culture locales, enseignées à l'école et développées à travers de nombreuses publications. Dans les années 1930, la contre-révolution bureaucratique de Staline revint à la politique de russification forcée du tsarisme, dans le même temps que les divers États bourgeois d'Europe, de l'Espagne à la Pologne, opprimaient leurs minorités nationales et les peuples des colonies.

La bourgeoisie décadente de l'époque impérialiste, les bureaucraties corrompues issues du mouvement ouvrier, les mouvements nationalistes, tous se montrent incapables de résoudre les véritables questions nationales (celle des peuples opprimés comme les Palestiniens, les Kurdes, les Rohingyas...). Seule la démocratie ouvrière, organisée par le pouvoir international des conseils de travailleurs, après l'expropriation du capitalisme.

